

DIRECTION
de la
COMPTABILITE PUBLIQUE

BUREAU D 1

Numéros dans les séries spéciales :

41 TM

INSTRUCTION N° 58-48 - A

du 21 FÉVRIER 1958

18 AVR. 1973

Classement

A

Cette instruction a été modifiée par les instructions suivantes :

n° 72.25 A du 10.2.72 (S.D.)
n° 58.142 A du 22.7.58
n° du
n° du

Cette instruction a été abrogée par l'instruction

n° 70.29 A3 du 12.3.70 (I)

BIBLIOTHEQUE

RECouvreMENT DE L'IMPOT DIRECT
MESURES DE DECONCENTRATION

- I. — Fixation des honoraires de plaidoirie des avocats du Trésor, et des honoraires spéciaux des avoués du Trésor.
- II. — Percepteur entrant en fonction. — Octroi de délais supplémentaires pour la présentation de réserves sur la gestion du prédécesseur.
- III. — Correspondance échangée avec les Ministères de la Défense Nationale et des Affaires Etrangères.
- IV. — Recouvrement d'impôts directs en Grande-Bretagne et aux Etats-Unis d'Amérique. — Acheminement des correspondances.

DOCUMENTS A ANNOTER

- I. — Circulaire n° 1.691 du 23 avril 1956, § III (B.S.T. 41 G.).
- II. — Circulaire n° 3.017 du 1^{er} août 1934, A II.
- III. — Circulaire n° 2.496 du 10 mai 1924, III.
- IV. — Circulaire n° 291 du 27 novembre 1945 (B.S.T. 60 G).
Lette-Commune n° 2347-2134 du 27 janvier 1951 (B.S.T. 5 G).

La présente instruction a pour objet de porter à la connaissance des Comptables du Trésor diverses mesures de déconcentration administrative, en matière de recouvrement des impôts directs.

DESTINATAIRES POUR APPLICATION :

RGS	TPG	DOM	RF	P
-----	-----	-----	----	---

I. — FIXATION DES HONORAIRES DE PLAIDOIRIE DES AVOCATS DU TRESOR ET DES HONORAIRES SPECIAUX DES AVOUES DU TRESOR

La circulaire n° 1691 du 23 avril 1956, § III (B.S.T. 41 G), a fixé à 15.000 francs en première instance et à 20.000 francs en appel le montant maximum des honoraires que les Trésoriers-Payeurs Généraux pouvaient allouer aux avocats plaidant pour l'Administration dans les instances relatives au recouvrement des impôts directs, des amendes et condamnations pécuniaires, et des confiscations et amendes de profits illicites.

La même circulaire a fixé à 5.000 francs le montant maximum des honoraires spéciaux susceptibles d'être alloués par les Trésoriers-Payeurs Généraux aux avoués du Trésor, lorsque ceux-ci auraient estimé utile de prendre la parole à l'audience pour répondre à certains arguments de l'adversaire ou développer leurs conclusions.

Les honoraires ainsi fixés étaient ceux susceptibles d'être attribués dans des affaires de difficulté moyenne.

Lorsque le Trésorier-Payeur Général estimait que le caractère particulièrement important ou délicat d'une affaire (montant des intérêts en jeu, complexité de la situation de fait, nouveauté de la question de principe à résoudre) justifiait l'octroi d'honoraires plus élevés, il devait obtenir l'autorisation de la Direction de la Comptabilité Publique - Bureau D 1; il devait alors indiquer les honoraires qu'il proposait d'allouer à l'avocat ou à l'avoué du Trésor.

Le taux des honoraires à allouer dans les affaires de difficulté moyenne est maintenu à 15.000 francs, 20.000 francs et 5.000 francs respectivement.

Mais, les Trésoriers-Payeurs Généraux sont autorisés à allouer eux-mêmes des honoraires pouvant atteindre 50.000 francs pour les avocats et 20.000 francs pour les avoués, dans les affaires qu'ils estimeront présenter une importance ou des difficultés excédant celles de la moyenne des affaires.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux n'auront donc plus à consulter la Direction que dans des affaires exceptionnelles pour lesquelles ils estimeront qu'il y a lieu d'allouer des honoraires excédant 50.000 francs ou 20.000 francs respectivement; ils devront alors exposer dans un rapport motivé toutes les circonstances particulières justifiant la dérogation envisagée, et notamment les démarches et recherches spéciales faites par l'avocat ou l'avoué; ils indiqueront les honoraires qu'ils proposent d'allouer.

II. — PERCEPTEUR ENTRANT EN FONCTIONS. — OCTROI DE DELAIS SUPPLEMENTAIRES POUR LA PRESENTATION DE RESERVES SUR LA GESTION DU PREDECESSEUR

En application de l'article 1341 de l'Instruction Générale de 1859, de la circulaire n° 2414 du 15 octobre 1922 (Chapitre III), et de la circulaire n° 3017 du 1^{er} août 1934 (A-II), les Percepteurs ont un délai à leur entrée en fonctions pour examiner les restes à recouvrer sur impôts directs laissés par leur prédécesseur, et formuler, le cas échéant, des réserves précises et détaillées sur la gestion de celui-ci.

Le délai est variable selon le nombre d'articles :

- 3 mois pour les perceptions dont les rôles comprennent moins de 5.000 articles;
- 4 mois pour les perceptions dont les rôles comprennent de 5.000 à 10.000 articles;
- 6 mois pour les perceptions dont les rôles comprennent plus de 10.000 articles

Lorsque le Comptable entrant a besoin, en raison de la situation du poste, d'un délai complémentaire, ce délai doit être accordé par la Direction de la Comptabilité Publique, sur le rapport du Trésorier-Payeur Général. Exceptionnellement, plusieurs délais supplémentaires peuvent être successivement accordés.

Il a été décidé d'autoriser les Trésoriers-Payeurs Généraux à accorder eux-mêmes aux Percepteurs, sur la demande de ceux-ci, un délai supplémentaire d'une durée maximum égale à celle du délai normal. Le Trésorier-Payeur Général peut ainsi doubler le délai normal. Bien entendu, le Trésorier-Payeur Général, avant d'accorder cette autorisation, doit s'assurer que le Percepteur entrant a réellement besoin du délai supplémentaire qu'il sollicite.

La Direction de la Comptabilité Publique ne devra plus être consultée que dans les cas où les Percepteurs auraient besoin d'un délai encore plus important, et solliciteraient le renouvellement du délai supplémentaire accordé par le Trésorier-Payeur Général.

III. — CORRESPONDANCES ECHANGEES AVEC LES MINISTRES DE LA DEFENSE NATIONALE ET DES AFFAIRES ETRANGERES

En vertu des instructions en vigueur, et notamment de la circulaire n° 2496 du 10 mai 1924, III, les Percepteurs transmettent par la voie hiérarchique à la Direction de la Comptabilité Publique des relevés de militaires redevables d'impôts directs à leur caisse, dont l'adresse et l'affectation actuelles leur sont inconnues. Ces relevés sont établis par arme ou par service; ils doivent indiquer pour chaque contribuable ses nom, prénoms, grade ou emploi, et dernière affectation connue.

La Direction de la Comptabilité Publique demande au Ministère militaire intéressé d'effectuer les recherches nécessaires, et renvoie aux Percepteurs les relevés dûment complétés.

De même les Percepteurs peuvent demander à la Direction de la Comptabilité Publique de faire parvenir au Ministère des Affaires Etrangères les avertissements, extraits de rôles et bordereaux de situation destinés à des débiteurs résidant dans des pays qui n'ont pas conclu avec la France une convention mutuelle de recouvrement. Ultérieurement, la Direction de la Comptabilité Publique, au vu des renseignements fournis par le Ministère des Affaires Etrangères, fait connaître aux Percepteurs le résultat des démarches effectuées par l'autorité consulaire auprès du débiteur.

Cette intervention de la Direction de la Comptabilité Publique a pour inconvénient de retarder dans une certaine mesure les correspondances.

Il a donc été décidé d'autoriser les Trésoriers-Payeurs Généraux à correspondre directement avec les Départements ministériels.

1° RECHERCHES MILITAIRES

Les relevés de militaires dont l'adresse actuelle est inconnue doivent être établis par les Percepteurs, par arme ou par service; ils comportent les indications suivantes : nom, prénoms, grade, arme ou service, cadre d'active ou de réserve, date de naissance s'il est possible. Les abréviations doivent être évitées.

Ces relevés sont adressés par les Percepteurs aux Trésoriers-Payeurs Généraux; il n'y a plus lieu d'y joindre les avertissements ou extraits de rôles concernant les débiteurs intéressés.

Les Trésoriers-Payeurs Généraux font parvenir les relevés directement aux Départements militaires, aux adresses suivantes :

A - Forces Armées « Terre ».

Les demandes concernant les officiers d'active doivent être adressées à la Direction d'Arme ou de Service intéressée.

Ces Directions sont les suivantes :

- la Direction des Personnels Militaires de l'Armée de Terre (Bureau des Personnels officiers d'active) pour les officiers de l'Infanterie, de l'Arme blindée et de la Cavalerie, de l'Artillerie, du Train et des Services d'Etat-Major,
231, boulevard Saint-Germain, Paris (7°);
- la Direction de l'Intendance,
même adresse;
- la Direction des Troupes coloniales,
même adresse;
- la Direction Centrale des Services de Santé,
même adresse;
- la Direction du Génie,
39, rue de Bellechasse, Paris (7°);
- la Direction du Matériel,
1, place Saint-Thomas-d'Aquin, Paris (7°);
- la Direction des Transmissions,
51 bis, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7°);
- la Direction des Etudes et Fabrications d'Armement,
Caserne Sully, Saint-Cloud (Seine-et-Oise);
- la Direction de la Gendarmerie et de la Justice Militaire,
17-19, boulevard de Latour-Maubourg, Paris (7°).

Les demandes concernant les officiers de réserve, ainsi que les sous-officiers et hommes de troupe d'active ou de réserve doivent être adressées au Commandant de Subdivision, établi au chef-lieu du département dans lequel l'impôt est dû. Lorsque les Commandants de Subdivision ne pourront assurer l'identification des intéressés, ils en référeront à l'autorité militaire supérieure.

B - Forces Armées « Marine ».

Les demandes doivent être adressées à la Direction du Personnel militaire de la Flotte, 2, rue Royale, à Paris. Celle-ci répondra elle-même aux demandes concernant le personnel qu'elle administre. Elle transmettra aux Directions intéressées pour recherche et réponse les demandes concernant d'autres personnels.

C - Forces Armées « Air ».

Les demandes doivent être adressées au Service du Personnel de l'Armée de l'Air, 24-26, boulevard Victor, à Paris (1^{er} Bureau pour les officiers, 2^e Bureau pour les sous-officiers et hommes de troupe).

2° ENVOI D'AVERTISSEMENTS A DES DÉBITEURS A L'ÉTRANGER

Lorsqu'un débiteur d'impôts directs réside dans un pays étranger qui n'a pas de convention de recouvrement avec la France, les avertissements le concernant sont adressés par le Trésorier-Payeur Général au Ministère des Affaires Etrangères; celui-ci les fait parvenir au Consul de France pour remise à l'intéressé. Le Ministère des Affaires Etrangères informe ultérieurement le Trésorier-Payeur Général du résultat des démarches du Consul.

Les correspondances doivent être adressées au Ministère des Affaires Etrangères, Direction des Affaires Administratives et Sociales, Sous-Direction des Conventions, 80, rue de Lille, à Paris.

Les pièces à adresser sont les extraits de rôles des impôts dus en double exemplaire, et un bordereau de situation.

**IV. — RECOUVREMENT D'IMPOTS DIRECTS EN GRANDE-BRETAGNE ET AUX ETATS-UNIS
D'AMERIQUE. — ACHEMINEMENT DES CORRESPONDANCES**

En exécution des lettres-communes n° 924-709 du 30 octobre 1942 (B.S.T. 4 G), n° 516-467 du 27 décembre 1944 (B.S.T. 43 G), de la circulaire n° 291 du 27 novembre 1945 (B.S.T. 60 G), et de la lettre-commune n° 2437-2134 du 27 janvier 1951 (B.S.T. 5 G), les Percepteurs peuvent, par l'intermédiaire des Trésoriers-Payeurs Généraux, faire parvenir à la Direction de la Comptabilité Publique des contraintes extérieures et des relevés pour le recouvrement forcé ou amiable des impôts français dus par des contribuables résidant aux Etats-Unis d'Amérique.

La Direction transmet ces contraintes et relevés à l'Agent Payeur Spécial aux Etats-Unis. Celui-ci assure lui-même le recouvrement à l'amiable, et demande le concours de l'Administration américaine pour le recouvrement forcé, en application de la Convention d'assistance fiscale franco-américaine du 23 juillet 1939.

L'Agent Payeur Spécial rend compte du résultat des démarches effectuées aux Etats-Unis à la Direction, qui en avise les Trésoriers-Payeurs Généraux.

Afin d'accélérer le règlement de ces affaires, il a été décidé d'autoriser les Comptables métropolitains et l'Agent Payeur Spécial aux Etats-Unis à correspondre directement entre eux. Toutefois, pour des raisons pratiques, l'acheminement des correspondances sera effectué sous le couvert de l'Agent Comptable des avoirs du Trésor à l'étranger, qui est en relations constantes avec l'Agent Payeur Spécial.

En conséquence les contraintes et relevés destinés à l'Agent Payeur Spécial et toutes correspondances relatives à l'exécution de ces contraintes et relevés devront être envoyés par les Trésoriers-Payeurs Généraux à l'adresse suivante :

« M. l'Agent Payeur Spécial aux Etats-Unis,
1001 Connecticut Avenue, N.W.
(Room 1004)
Washington 6. D.C. »

sous couvert de :

« M. l'Agent Comptable des avoirs du Trésor à l'Etranger,
Annexe Saint-Honoré,
192, rue Saint-Honoré, Paris (1^{re}) ».

Aucune modification n'est apportée aux autres dispositions des lettres-communes et circulaires précitées.

Toutefois, en raison du prélèvement de 20 % effectué sur les transferts avec l'étranger en exécution du décret du 10 août 1957, le montant minimum des impositions pour l'application de la Convention franco-américaine se trouve porté de 35.000 à 42.000 francs.

*
**

Il n'existe pas de convention d'assistance pour le recouvrement des impôts entre la France et la Grande-Bretagne.

Mais un Agent Payeur Spécial en Grande-Bretagne peut effectuer des démarches amiables auprès des débiteurs d'impôts français résidant en Grande-Bretagne.

Les Comptables français peuvent correspondre directement avec cet Agent Payeur Spécial sous le couvert de l'Agent Comptable des avoirs du Trésor à l'Etranger.

En conséquence, toutes correspondances (avertissements, extraits de rôles, bordereaux de situation) destinées à des débiteurs d'impôts français résidant en Grande-Bretagne peuvent être envoyées par les Trésoriers-Payeurs Généraux à l'adresse suivante :

« M. l'Agent Payeur Spécial en Grande-Bretagne
15 Thurloe Place
Londres »

sous couvert de :

« M. l'Agent Comptable des avoirs du Trésor à l'Etranger,
Annexe Saint-Honoré
192, rue Saint-Honoré, Paris (1^{er}) ».

Le Directeur de la Comptabilité Publique :

MARTIAL-SIMON.

=====

DIFFUSION
G